

## 5.4 Revenus des ménages

En 2011, le **revenu disponible brut des ménages (RDB)** accélère à + 2,6 % en valeur après + 2,0 % l'année précédente. Simultanément, la hausse du prix de la dépense de consommation finale atteint + 2,1 % contre + 1,1 % en 2010, notamment en raison de la hausse des prix de l'énergie. De ce fait, le **pouvoir d'achat** du revenu disponible brut ralentit (+ 0,5 % après + 0,9 % en 2010). Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat ramené au niveau individuel, c'est-à-dire par **unité de consommation**, est en légère baisse en 2011 (- 0,1 %) alors qu'il progressait de 0,3 % en 2010. L'accélération du revenu disponible brut de + 0,6 point en valeur s'explique par le redressement des revenus du patrimoine et par la croissance des revenus d'activité. Inversement, les impôts sur le revenu et le patrimoine en atténuent la hausse (l'effet est de - 0,5 point). Enfin, les **prestations sociales**, qui restent sur la même dynamique qu'en 2010, ne contribuent pas à l'accélération du revenu disponible.

La rémunération des placements des ménages en produits liquides (comptes courants et livrets) se redresse en 2011 soutenue par la remontée des taux d'intérêt. Les dividendes reçus par les ménages se redressent également, après s'être repliés en 2010 du fait de la baisse des résultats des entreprises durant la récession. À l'inverse, les revenus de la propriété attribués aux assurés reculent (- 2,4 %) : les contrats d'assurance-

vie perdent de leur attractivité face aux autres produits de placements dont les taux de rendement augmentent. La masse salariale nette reçue par les ménages accélère également à + 2,9 % après + 2,4 % en 2010 : elle est soutenue par la reprise de l'emploi, dans un contexte de stabilité du salaire moyen net par tête. Le revenu mixte des entrepreneurs individuels augmente de 2,4 %, soit un rythme plus soutenu qu'en 2010 (+ 1,9 %).

En 2011, les impôts sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages progressent de 6,6 % après une hausse de 2,8 % l'année précédente. Cette accélération est due au relèvement de certains impôts (hausse du prélèvement social sur les revenus du patrimoine et les produits de placement notamment) et au dynamisme des revenus d'activité qui génèrent un surplus d'impôt sur le revenu, de contribution sociale généralisée (CSG) et de contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Les prestations sociales reçues par les ménages restent dynamiques (+ 3,2 % en 2011 comme en 2010). Les indemnités de chômage reculent (- 0,3 % après + 7,6 % l'année dernière) en lien avec l'amélioration du marché du travail au premier semestre ; inversement, les prestations vieillesse accélèrent légèrement tandis que les prestations familiales et de logement évoluent de façon plus soutenue. ■

### Définitions

**Pouvoir d'achat** : le pouvoir d'achat du revenu est la quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec le revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat peut augmenter.

**Unité de consommation** : système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC). L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante : 1 UC pour le premier adulte du ménage, 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

**Déflateur, prestations sociales, revenu disponible des ménages, revenu primaire** : voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2012.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2012.
- « Revenus d'activité des indépendants en 2009 – Des disparités beaucoup plus fortes chez les non-salariés que chez les salariés », *Insee Première* n° 1394, mars 2012.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

## Du revenu primaire au revenu disponible brut des ménages

	1960	1970	1980	1990	2000	2010 (r)	2011
<b>Revenu primaire brut (en milliards d'euros)</b>	<b>34,3</b>	<b>92,9</b>	<b>340,6</b>	<b>753,9</b>	<b>1 058,3</b>	<b>1 436,5</b>	<b>1 484,6</b>
<b>Revenu primaire brut</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	33,7	27,6	20,9	20,3	19,8	18,9	18,8
Rémunération des salariés	61,2	67,1	73,3	71,2	71,5	72,5	72,6
Revenus du patrimoine	5,1	5,3	5,8	8,5	8,8	8,6	8,6
<b>- Transferts nets de redistribution</b>	<b>- 5,0</b>	<b>- 8,3</b>	<b>- 11,7</b>	<b>- 12,0</b>	<b>- 13,7</b>	<b>- 10,2</b>	<b>- 10,8</b>
Prestations sociales reçues	15,4	18,3	22,2	25,1	26,0	28,9	28,9
Cotisations sociales versées	- 16,7	- 21,3	- 27,5	- 30,5	- 27,5	- 28,4	- 28,6
Impôts sur le revenu et le patrimoine	- 4,4	- 5,5	- 6,9	- 7,6	- 12,6	- 11,4	- 11,8
Autres transferts courants	0,7	0,2	0,5	0,9	0,4	0,7	0,6
<b>= Revenu disponible brut</b>	<b>95,0</b>	<b>91,7</b>	<b>88,3</b>	<b>88,0</b>	<b>86,3</b>	<b>89,8</b>	<b>89,2</b>
<b>Revenu disponible brut (en milliards d'euros)</b>	<b>32,6</b>	<b>85,2</b>	<b>300,6</b>	<b>663,2</b>	<b>913,3</b>	<b>1 289,9</b>	<b>1 323,5</b>

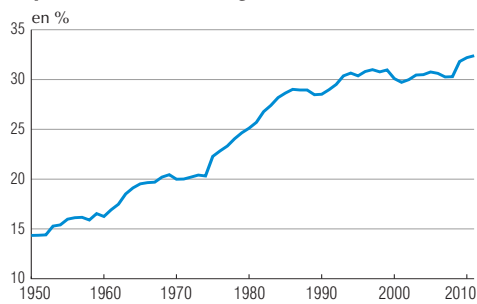
Champ : y compris entreprises individuelles.  
Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Revenu disponible brut des ménages et évolution du pouvoir d'achat

	1960	1970	1980	1990	2000	2010 (r)	2011
<b>Revenu disponible brut (RDB) en milliards d'euros</b>	<b>32,6</b>	<b>85,2</b>	<b>300,6</b>	<b>663,2</b>	<b>913,3</b>	<b>1 289,9</b>	<b>1 323,5</b>
Évolution du revenu disponible brut	11,5	12,5	13,5	6,2	5,5	2,0	2,6
Évolution du prix de la dépense de cons. finale des mén.	3,3	5,1	12,8	2,8	2,4	1,1	2,1
Évolution du pouvoir d'achat du RDB <sup>1</sup>	8,0	7,1	0,6	3,3	3,0	0,9	0,5
Évolution du pouvoir d'achat par personne	7,0	6,1	0,1	2,8	2,3	0,3	0,0
Évolution du pouvoir d'achat par ménage	6,9	5,1	- 0,8	2,1	1,6	- 0,2	- 0,5
Évolution du pouvoir d'achat par unité de consommation	7,1	5,8	- 0,3	2,6	2,2	0,3	- 0,1

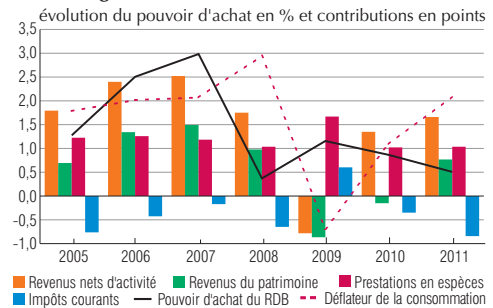
1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.  
Champ : y compris entreprises individuelles.  
Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Part des prestations sociales dans le revenu disponible brut des ménages de 1950 à 2011



Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Revenu disponible des ménages par habitant dans l'Union européenne en 2010

	Revenu médian			Revenu médian			Revenu médian	
	en euros	en SPA <sup>1</sup>		en euros	en SPA <sup>1</sup>		en euros	en SPA <sup>1</sup>
Allemagne	18 797	17 724	<b>France</b>	<b>20 046</b>	<b>17 841</b>	Pays-Bas	20 292	18 822
Autriche	20 618	19 084	Grèce	11 963	12 598	Pologne	4 405	7 566
Belgique	19 464	17 329	Hongrie	4 241	6 686	Portugal	8 678	9 731
Bulgarie	3 016	5 879	Irlande	19 882	16 178	Rép. tchèque	7 058	9 655
Chypre	16 981	18 847	Italie	15 937	15 199	Roumanie	2 037	3 536
Danemark	25 668	17 855	Lettonie	4 537	5 966	Royaume-Uni	17 106	17 068
Espagne	13 030	13 324	Lituanie	4 059	6 026	Slovaquie	6 117	8 306
Estonie	5 727	7 483	Luxembourg	32 333	26 747	Slovénie	11 736	13 712
Finlande	21 349	17 126	Malte	10 458	13 345	Suède	19 709	18 162

1. Standard de pouvoir d'achat : monnaie commune artificielle garantissant une comparabilité de pouvoir d'achat des différentes monnaies nationales.  
Source : Eurostat.